

## S'informer ou périr!

Par **Sander Happaerts**, chercheur à l'Institut de politique internationale et européenne (K.U.Leuven, Belgique)

**Catégorie:** développement durable

Dans la poursuite du développement durable, l'information tient un rôle clé. L'accès à des informations correctes, fiables et sur mesure est indispensable pour la prise de décisions dans la démarche qui mène vers une société respectueuse du développement durable. Rappelons que le rôle essentiel de l'information a été reconnu par la Déclaration de Rio et l'Agenda 21, et qu'il comporte deux volets. D'une part, les États se sont engagés à rendre publiques toutes les informations liées à l'environnement et aux décisions politiques dans ce domaine-là. La question réfère à la nécessité de transparence de la prise de décisions environnementale de la part des acteurs publics. L'Agenda 21 note en plus que des efforts doivent être faits pour surmonter le fossé qui existe en matière d'information entre les pays du Nord et les pays du Sud. Le droit des citoyens à l'information a d'ailleurs été repris dans plusieurs accords mondiaux ou régionaux, tels que la Convention d'Aarhus. D'autre part, le rôle essentiel de l'information implique que les gouvernements doivent s'informer sur les besoins, les intérêts et les volontés des différentes parties prenantes non-gouvernementales<sup>1</sup>. Ce deuxième volet revient à la participation, qui doit, on le sait, faire partie de toute politique de développement durable. La participation s'est transformée en parole magique, à tel point que pour certains, une approche participative est devenue synonyme d'une approche de développement durable, ce qui n'est naturellement pas le cas. La participation des principales parties prenantes est une condition nécessaire, et non pas suffisante, pour une approche de développement durable. Soulignons que l'accès à l'information et la participation sont intimement liés et que l'un est la condition de l'autre.

Les différentes contributions de cette édition soulèvent toutes des questions liées aux problématiques de l'information et de la participation.

Si l'accès à l'information est primordial pour la prise de décisions environnementales, il est tout aussi vrai que, dans l'ère de l'information<sup>2</sup> dans laquelle nous vivons, notre accès à l'information passe de plus en plus par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC). Les TIC jouent donc un rôle de médiateur important dans la poursuite du développement durable. En même temps, si les TIC étaient vues comme des alternatives plus écologiques par rapport aux moyens de communication traditionnels, elles démontrent aussi un impact environnemental de plus en plus significatif dans la mesure que leur succès s'agrandit (par exemple sur le plan énergétique et de l'usage de matières toxiques). Ce sont les questions soulevées dans le cadre d'un programme de recherche dirigé par l'équipe de Laura Draetta (TELECOM ParisTech), commentées par Corinne Gendron.

Les processus de participation pour le développement durable sont de plus en plus institutionnalisés. C'est ce qu'on apprend du compte-rendu d'une conférence sur la participation publique par Urbain Yaméogo et Sarah Gagnon-Turcotte. Au niveau canadien et québécois, il y a par exemple les Commissaires de Développement Durable. Par ailleurs, dans plusieurs pays européens, des conseils nationaux de développement durable rassemblent de divers intérêts sociétaux et produisent des conseils pour informer les politiques nationales. Cependant, il est à souligner que de tels mécanismes institutionnels ne garantissent pas la prise en compte des préoccupations de la population, parce qu'ils n'assurent pas que les gouvernements tiennent vraiment compte des soucis exprimés. On a l'impression que dans trop de cas, les consultations publiques deviennent une procédure obligatoire qui coûte de l'argent et du temps, mais qui n'a aucun impact réel. À long terme, ces mauvais exemples entraînent le risque que les décideurs deviennent allergiques à la participation, au lieu de la tenir à cœur dans l'intérêt du développement durable.

Le compte rendu par Louis Cousin d'un séminaire présenté par Chiraz Ghazzi-Nékhili évoque deux témoignages tunisiens sur le sujet de l'information et de la participation. D'une part, la faible participation des entreprises dans les Agendas 21 Locaux met le doigt sur le fait que la responsabilité d'une participation effective ne réside pas seulement chez les acteurs publics, mais aussi chez les parties

prenantes que l'on tente d'impliquer. D'autre part, l'expérience des bio-labels montre à quel point un instrument informationnel, qui est censé instruire les consommateurs pour qu'ils fassent des choix responsables, peut devenir un slogan publicitaire.

Dans la dernière contribution, Katia Villàfan fait le point sur la recherche sur le secteur des organisations de la société civile au Mexique. Manifestement, la participation publique est un des axes principaux de cette recherche.

S'informer ou périr, c'est le message qui nous est donné par les textes internationaux. Cette édition du bulletin montre que dans les questions de l'information et de la participation, plusieurs défis doivent encore être relevés. Dans la mesure où les processus participatifs s'institutionnalisent progressivement, on se rend compte que cela ne clôt pas l'affaire. J'espère que les contributions de cette édition vous le montreront.

Bonne lecture!

Notes:

1: L'Agenda 21 en définit neuf groupes principaux, à savoir les femmes, les enfants, les populations autochtones, les ONG, les autorités locales, les travailleurs, l'industrie, les scientifiques et les agriculteurs.

2: J'emprunte ce terme au sociologue Manuel Castells.